

Article 31 du Règlement

fin de semaine dernière, quand on a annoncé que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique ouvrirait un bureau dans la ville de Saint-Jean.

Le Nouveau-Brunswick détient 31 p. 100 des emplois de la région et a reçu 37 p. 100 des 658 millions de dollars que l'APECA a versés entre 1988 et 1990.

Cela devrait vraiment favoriser une meilleure relation de travail entre l'agence et les entreprises locales. Ce bureau assurera que la région et la province continueront à bénéficier pleinement des nombreux programmes disponibles dans le cadre de ce plan d'action.

On ne manque pas de bonnes idées dans le sud-ouest du Nouveau-Brunswick. En prenant cette mesure, l'APECA essaye d'attirer l'attention sur les besoins spéciaux de cette région.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, quand il a comparu devant le Comité des sciences et de la technologie, le ministre fédéral des Sciences a prétendu que de nouvelles subventions de l'ordre de 1,5 milliard de dollars allaient être consacrées à la recherche et au développement. Il a cependant admis par la suite que ce montant représentait des augmentations budgétaires inférieures au taux d'inflation pour les cinq prochaines années.

Le ministre a ensuite déclaré à 7 000 boursiers du CRSNG que bon nombre d'entre eux ne méritaient pas les subventions qui leur avaient été consenties. Aujourd'hui, nous apprenons qu'un employé du CNR sur quinze songerait à prendre une retraite anticipée.

En fait, si on laissait partir tous ceux qui le désirent, des sections entières seraient fermées. Cela prouve à quel point les scientifiques canadiens sont démoralisés. Ils en ont assez de voir le gouvernement saboter leur mission, et les priver de leurs subventions et de leurs emplois.

Ils en ont assez de voir les dépenses au titre de la recherche et du développement diminuer et d'assister à la dégradation du CRSNG, du CNR et de l'ensemble de l'infrastructure scientifique fédérale. Ils se sentent insultés quand le ministre qui est censé être leur porte-parole non seulement défend la piètre performance du gouvernement, mais maquille la vérité en ce qui concerne les niveaux de financement et, qui pour aggraver les choses vient leur donner le coup pied de l'âne.

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Bob Kilger (Stormont—Dundas): Monsieur le Président, les prévisions du revenu agricole moyen sont qu'il sera extrêmement bas en 1991 au Canada, et le gouvernement tarde à aider les agriculteurs dans leurs programmes d'ensemencement. Voilà une recette pour une saison agricole désastreuse.

Au niveau des prix, l'an dernier fut terrible pour les producteurs de céréales, d'oléagineux et de fruits et légumes. Il en résulte que les agriculteurs ont besoin d'une aide financière afin de parvenir à ensemercer leurs terres.

Monsieur le Président, il est évident que de nombreux producteurs n'ont jamais été confrontés à des problèmes aussi graves pour ce qui est de leur marge brute d'autofinancement.

En raison des compressions du gouvernement, notamment dans les programmes de soutien pour l'année 1991, on prévoit que le revenu agricole net total baissera de 54 p. 100. Nos agriculteurs sont en droit de savoir comment le gouvernement entend les aider.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

M. Denis Pronovost (Saint-Maurice): Monsieur le Président, cette année encore, des milliers de Canadiens et de Canadiennes se réunissent dans le cadre de manifestations tenues un peu partout à travers le Canada afin de souligner le 21 mars la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Une telle journée a sa raison d'être car la discrimination existe. Malgré des progrès indéniables, les Canadiens et les Canadiennes n'ont pas encore réussi à créer une société qui respecte en tout temps les différences d'appartenance culturelle, linguistique et de religion.

Tous, nous avons les mêmes besoins fondamentaux. Nous avons besoin de compréhension, de respect, d'amitié et de chances égales. Ce sont là les valeurs essentielles à la survie de ce pays. C'est pourquoi le racisme et la discrimination raciale, de même que les préjugés fondés sur la couleur doivent disparaître au Canada.

Tous ensemble, nous pouvons forger une société canadienne plus juste, et moins raciste.